



REPUBLIQUE TOGOLAISE
Travail - Liberté - Patrie

MINISTRE DES MINES ET DE L'ENERGIE

CABINET

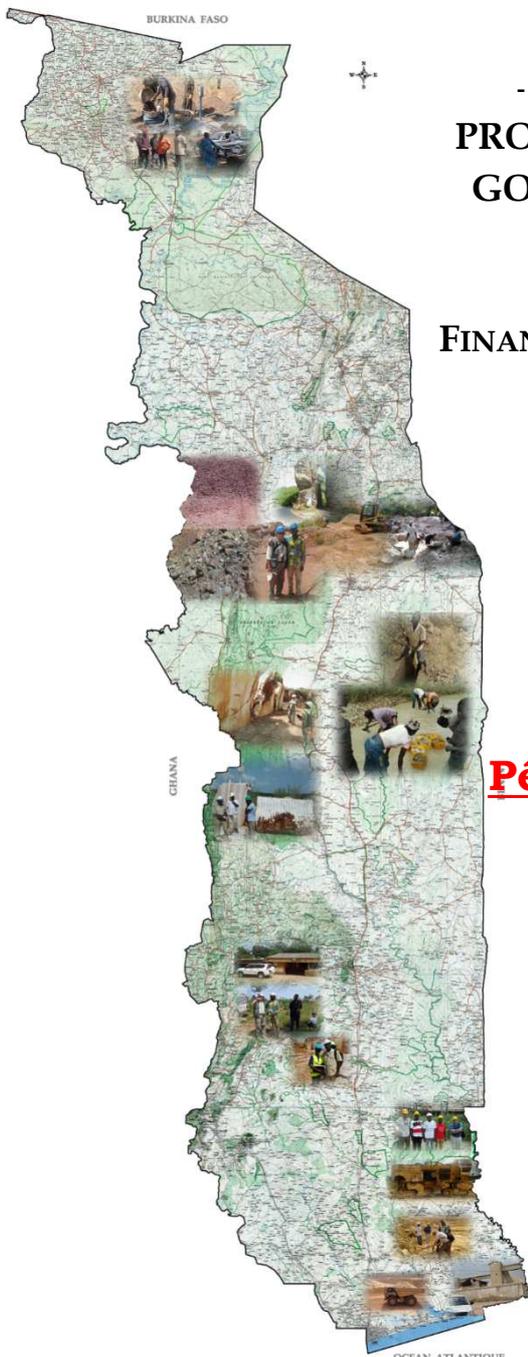
PROJET DE DEVELOPPEMENT ET DE
GOUVERNANCE MINIERE (PDGM)

P149277

FINANCEMENT : CREDIT IDA N° : 57350-TG

**RAPPORT D'AVANCEMENT
DU PROJET (RAP)**

Période : Mars - Décembre 2016



Janvier 2017
Unité d'Exécution du Projet (UEP)

SOMMAIRE

RUBRIQUES	PAGES
Sommaire	1
Liste des tableaux	2
Liste des acronymes	3
0 – Résumé exécutif	4
I – Introduction	5
II – La mise en œuvre des activités du projet par composantes et sous-composantes	7
II.1 – Activités de la phase préparatoire	7
II.2 – Composante A – Gouvernance, transparence, surveillance et efficacité du secteur minier	9
II.2.1 – Sous-composante A.1 - Cadastre minier et base de données géologiques nationales	9
II.2.2 – Sous-composante A.2 - Services de conseils pour l'évaluation des transactions concernant les propositions de développement du secteur minier	10
II.2.3 – Sous-composante A.3 - Suivi et Contrôle de la production minière	11
II.2.4 – Sous-composante A.4 - Développement Organisationnel et restructuration du Ministère des Mines et de l'Energie	11
II.2.5 – Sous-composante A.5 - Renforcement des structures de gouvernance des entreprises publiques dans le secteur minier	12
II.2.6 – Sous-composante A.6 - Gestion de l'exploitation minière artisanale et à petite échelle	13
II.3 – Composante B – Activités minières et développement environnemental, social et économique	13
II.3.1 – Sous-composante B.1 - Appui au secteur de l'éducation et accès public aux informations relatives au développement du secteur minier	13
II.3.2 – Sous-composante B.2 - Gestion environnemental et social des opérations du secteur minier et soutien aux plateformes de développement communautaire	14
II.3.3 – Sous-composante B.3 - Retombées économiques en matière d'infrastructures du secteur minier	15
II.4 – Composante C – Coordination et Gestion du Projet	15
II.4.1 – Gestion administrative et Coordination	15
II.4.2 – Gestion financière	17
II.4.2.1 – Mobilisation des ressources	17
II.4.2.2 – Décaissements des ressources enregistrées	17
II.4.2.3 – Mise à jour du plan de décaissement	18
II.4.3 – Passation des marchés	18
II.4.4 – Suivi et évaluation	20
II.4.4.1 – Supervision des activités du projet par la Banque mondiale	20
II.4.4.2 – Suivi des activités des Comités de pilotage du projet	22
II.4.4.3 – Activités de suivi évaluation de l'UEP	24
III – Difficultés, recommandations et leçons retenues	29
IV – Perspectives et opportunités	29
Annexes	30
Annexe 1 Programmation des activités du semestre 1 (Janvier-Juin) 2017	30
Annexe 2 Description des indicateurs de résultats du projet	32
Annexe 3 Description des indicateurs de résultats intermédiaires	33

Liste des tableaux

TABLEAUX	PAGES
Tableau 1 : Etat récapitulatif des réalisations physiques à la fin décembre 2016	8
Tableau 2 : Niveau de consommation des ressources du projet au 31 décembre 2016	9
Tableau 3 : Etat récapitulatif de mise en œuvre de la Composante A	9
Tableau 4 : Point de réalisation de la sous-composante A1	10
Tableau 5 : Point de réalisation de la sous-composante A2	10
Tableau 6 : Point de réalisation de la sous-composante A3	11
Tableau 7 : Point de réalisation de la sous-composante A4	12
Tableau 8 : Point de réalisation de la sous-composante A5	12
Tableau 9 : Point de réalisation de la sous-composante A6	13
Tableau 10 : Etat récapitulatif de mise en œuvre de la Composante B	13
Tableau 11: Point de réalisation de la sous-composante B1	14
Tableau 12 : Point de réalisation de la sous-composante B2	14
Tableau 13 : Point de réalisation de la sous-composante B3	15
Tableau 14 : Point de réalisation de la Composante C	16
Tableau 15 : Suivi des dépenses au 31 décembre 2016	17
Tableau 16 : Etat prévisionnel de dépenses pour Janvier-Juin 2017 par composante et sous composante	18
Tableau 17 : Bilan des marchés de travaux et fournitures	19
Tableau 18 : Bilan des marchés de consultants	20
Tableau 19 : Suivi des recommandations de la mission de supervision de l'IDA	21
Tableau 20 : Point sommaire des activités des comités de pilotage	23
Tableau 21 : Activités du Suivi/Evaluation de l'UEP	24
Tableau 22 : Cadre/Matrice des indicateurs du PAD/PDGM : Mise à jour de décembre 2016	25

LISTE DES ACRONYMES

ADI/IDA	Association Internationale pour le Développement (Banque Mondiale)
AMI	Avis à Manifestation d'Intérêt
ANGE	Agence nationale pour la Gestion de l'environnement
BM	Banque mondiale
CCS	Comité de coordination stratégique
CD	Compte désigné
CFA	Comptoir Français d'Afrique
CI	Consultants individuels
DDCM	Direction de développement et de contrôle minier
DGMG	Direction générale des mines et de la géologie
DLM	Direction des laboratoires des mines
DNCMP	Direction Nationale de Contrôle des Marchés Publics
DRGM	Direction de la recherche géologique et minière
EE	Évaluation environnementale
EES	Évaluation environnementale et sociale stratégique
EIE	Études de l'impact environnemental
EIES	Étude d'impact environnemental et social
EIS	Étude de l'impact social
EMAPE	Exploitation minière artisanale et à petite échelle
IE	Industries extractives
ITIE	Initiative pour la transparence dans les industries extractives
MERF	Ministère de l'Environnement et des Ressources forestières
MME	Ministère des Mines et de l'Energie
ODP	Objectifs de développement du Projet
OTR	Office Togolais des recettes
PAR	Plan d'action de réinstallation
PDGM	Projet de développement et de gouvernance minière
PGES	Plan de gestion environnementale et sociale
PIB	Produit intérieur brut
PO	Politique opérationnelle
PPF	Fonds de Préparation du projet
PPM	Plan de Passation de Marchés
PPR	Examen a posteriori de la passation de marchés
PTBA	Plan de Travail Budgétisé Annuel
RIF	Rapports financiers intermédiaires trimestriels
S&E	Suivi et évaluation
SED	Sélection par entente directe
SFQC	Sélection fondée sur la qualité et le coût
SIG	Système intégré de gestion
SNPT	Société nouvelle des phosphates du Togo
TDR	Termes de référence
TTC	Toutes Taxes Comprises
TTL	Task Team Leader
UEP	Unité d'exécution du projet

0 - RESUME EXECUTIF

Le Projet de Développement et de Gouvernance Minière (PDGM), d'un montant total de 15 millions \$EU (8,7 Milliards de F.CFA), est financé par la Banque Mondiale (Crédit IDA N° : 57350-TG). L'accord de financement a été signé le 29 janvier 2016 et sa mise en vigueur effective à partir du 03 mars 2016.

Lancé officiellement le 09 août 2016, le projet a pour principal objectif de rationaliser les structures institutionnelles des organisations clés du secteur des industries extractives afin de renforcer leur efficacité et la redevabilité de manière à garantir une gestion efficace du secteur. De manière spécifique, le projet vise à améliorer:

1. la gouvernance, la transparence, le suivi au niveau opérationnel et l'encadrement institutionnel du secteur minier
2. les conditions dans lesquelles les activités minières sont menées afin d'accroître leur contribution aux efforts de développement durable du Togo, sur le plan environnemental, social et économique

Depuis sa mise en vigueur, le projet est rentré dans sa phase opérationnelle avec la mise en place de l'Unité d'Exécution du projet (aménagement et équipement des bureaux, recrutement du personnel) et des organes de gestion et de pilotage (comités de coordination stratégique et de pilotage).

A la fin d'année 2016, près d'une trentaine d'activités ont été lancées et achevées à 50%, la plupart concernant le recrutement de consultants pour des études diagnostiques diverses dont le processus est assez avancé.

Toutes les actions conduites à la date du 31 décembre 2016 ont permis d'enregistrer un taux de consommation des ressources de 72,5% par rapport aux prévisions du plan de travail de l'année, mais seulement de 23,0% par rapport aux prévisions du PAD qui étaient de 2.050.000 \$US¹ pour l'année et de 3,2% par rapport au total des ressources du projet.

¹ Sur la base d'un taux de conversion de 1 \$US pour 580 F CFA

I - INTRODUCTION

Le secteur minier est une composante essentielle du développement économique du Togo. À ce titre, il constitue un domaine prioritaire d'appui politique du Gouvernement. Le secteur extractif contribue à hauteur de 2,9% au PIB nominal avec une contribution de 1,4% du phosphate de 0,5% du clinker. Les principaux produits miniers exportés par le Togo sont le phosphate, le clinker et l'or et qui représentent respectivement 16,9%, 9,3% et 5,4% de l'ensemble des exportations du Togo².

Le Gouvernement a adopté la Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de L'emploi (SCAPE) qui établit les secteurs prioritaires dotés d'un fort potentiel de croissance, dont fait partie le secteur minier. Dans le cadre de la mise en œuvre de la SCAPE, le Togo s'engage à relever le défi de la gouvernance, de la transparence et de la protection de l'environnement. Il s'emploie par ailleurs à créer les conditions favorables au développement du secteur privé par la révision du code minier.

Si le Togo compte exploiter son très important potentiel minier, il doit lancer des bases très solides pour la gestion de ce secteur, en particulier ses ressources en phosphate, de manière transparente et efficace. Un nouveau cadre juridique et réglementaire (nouveau Code minier) sera prochainement adopté. L'attribution de contrats et de licences devrait être effectuée selon des procédures ouvertes, transparentes, parallèlement à la poursuite des réformes.

Les principales difficultés que le gouvernement rencontre dans le secteur minier sont les suivantes : i) faible conformité des principes de bonne gouvernance dans le développement des industries extractives, ii) chevauchement des attributions et faibles capacités des institutions d'encadrement du secteur ; iii) manque de clarté quant aux fonctions de recouvrement des recettes des industries extractives par les institutions du secteur et autres ; iv) collaboration limitée entre institutions et ministères, au sein du secteur et en dehors de ce dernier, pour ce qui est du recouvrement des impôts et taxes et des activités des industries extractives; v) manque d'informations fiables sur la production minière et les recettes générées par le secteur des industries extractives, y compris sur la production des exploitations artisanales et à petite échelle ; vi) manque de ressources humaines et de capacités institutionnelles pour mener et surveiller les activités du secteur IE ; vii) manque de coordination entre le MME et la SNPT, l'entreprise publique exploitant le phosphate du Togo ; viii) manque d'informations et consultation limitée avec le public ; ix) faible répartition des bénéfices découlant des activités du secteur IE, et x) dialogue limité avec la société civile et nécessité d'améliorer la transparence en matière de divulgation d'informations sur les opérations des IE au Togo.

En réponse à ces préoccupations, le «Projet de Développement et de Gouvernance Minière» (PDGM), d'un montant total de 15 millions de \$EU, financé par la Banque Mondiale (Crédit IDA N° : 57350-TG), est mis en œuvre avec pour objectif principal de renforcer les capacités et les systèmes de gouvernance des institutions clés impliquées dans la gestion du secteur minier au Togo sur une durée de cinq (5) ans. La fiche signalétique du projet se présente comme suit :

² Rapport ITIE 2014

Numéro IDA	:	57350-TG
Projet ID	:	149 277
Montant	:	15 000 000 US dollars ou 13 400 000 €
Date d'approbation	:	19 Décembre 2015
Date de signature	:	29 Janvier 2016
Date de mise en vigueur	:	03 mars 2016

L'Objectif de Développement du Projet PDGM consiste à rationaliser les structures des organisations clés du secteur des industries extractives afin de renforcer leur efficacité et la redevabilité de manière à garantir une gestion efficace du secteur.

Les principaux résultats attendus sont :

- ✓ Nombre d'opérations minières soumises à des mécanismes de contrôle de la production, par an, en vertu des normes en vigueur ;
- ✓ Modernisation du cadastre minier, développement et déploiement du SIG et du système de base de données géologique nationale, accessibles sur place et en ligne à des fins d'information du public ;
- ✓ Nombre de bénéficiaires directs, pourcentage de la représentation des femmes ;
- ✓ Pourcentage de sociétés d'IE en conformité avec la législation environnementale.

Le PDGM comporte trois composantes avec des sous-composantes structurées comme suit :

1. Gouvernance, transparence, surveillance et efficacité du secteur minier (Composante A) par :

- a) Le renforcement des services de gestion des données.
- b) La fourniture de conseils techniques, juridiques, économiques et financiers.
- c) Le renforcement de l'OTR et autres organismes chargés de l'inspection et de la surveillance minière au sein du MME.
- d) La mise en œuvre d'un programme d'activités visant à faciliter la modernisation de la configuration organisationnelle du MME.
- e) Le renforcement des structures de gouvernance institutionnelle des entités publiques du secteur minier, y compris la SNPT.
- f) La réalisation d'une évaluation détaillée du secteur de l'exploitation minière artisanale et à petite échelle (EMAPE).

2. Activités minières et développement environnemental, social et économique (Composante B)

- a) La mise en œuvre d'un programme d'activités à l'appui du secteur de l'enseignement supérieur et de l'accès du public à l'information sur l'exploitation minière.
- b) La réalisation d'une évaluation environnementale et sociale stratégique (EES) et établissement d'un cadre complet de gestion environnementale et sociale du secteur minier.
- c) Le soutien à la diversification économique et à la création d'emplois dérivés des activités minières.

3. Composante C : Coordination et gestion du Projet (Coordination, gestion et suivi du Projet y compris la réalisation d'audits financiers et d'évaluations périodiques, et le financement des Charges d'Exploitation).

Le présent rapport, en faisant le point de l'exécution global du projet, met l'accent la mise en œuvre des activités depuis la mise en vigueur jusqu'au 31 Décembre 2016). Il présente, de manière détaillée, les activités exécutées, les difficultés et les approches de solutions ainsi que les perspectives pour les six (06) prochains mois. Il est structuré autour des points suivants :

- l'état d'avancement du projet ;
- la gestion administrative et la coordination du projet;
- la passation des marchés ;
- la gestion financière, et
- le suivi et évaluation.

Il conclue en mettant en exergue les difficultés rencontrées avec des suggestions d'approches de solutions et les perspectives dans la mise en œuvre.

II - LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES DU PROJET PAR COMPOSANTE ET SOUS COMPOSANTE

II.1 - ACTIVITES DE LA PHASE PREPARATOIRE

Les travaux de préparation du Projet de Développement et de Gouvernance Minière (PDGM) ont démarré avec une équipe du ministère des Mines et de l'Energie. Mais, au fur et à mesure de l'évolution des activités du processus, et sur la demande de la Banque mondiale, une équipe intérimaire de trois (3) personnes a été mise en place par arrêté le 25 février 2015 avec comme mission la coordination intérimaire du projet. Cette équipe était composée d'un coordonnateur, d'un spécialiste en passation des marchés et d'un spécialiste en gestion financière.

Un fonds de préparation du projet (PPF) d'un montant de 550 000 US dollars a été mis, le 03 mars 2015, à disposition par la Banque mondiale pour financer les travaux de préparation du projet.

Suite aux négociations qui se sont déroulées du 2 au 4 septembre 2015, un certain nombre d'actions urgentes avaient été identifiées. Il s'agissait notamment de procéder aux divers recrutements conformément au plan de passation des marchés validé par la Direction Nationale du Contrôle des marchés Publics (DNCMP), après l'avis de non-objection de la Banque mondiale. Dans cet ordre d'idées, trois (3) appels à manifestation d'intérêt (AMI) avaient été lancés à savoir :

- la sélection d'un cabinet pour le recrutement du personnel clé du PDGM ;
- le recrutement d'un consultant individuel pour l'élaboration du cahier de charges pour la réhabilitation des bureaux devant abriter l'Unité d'Exécution du Projet (UEP) ; et
- le recrutement du personnel clé du projet.

Dans la phase de démarrage du projet, une feuille de route a été élaborée et comportait les principales actions prioritaires à mener. Ces activités prioritaires ainsi identifiées ont trait à l'élaboration des divers termes de référence pour les missions ci-après :

- le pré-cadastrale et l'état des lieux du cadastre minier et le système d'information géologique et minier (étude/évaluation pour préciser l'envergure du travail de renforcement nécessaire) ;
- l'Evaluation Environnementale et sociale stratégiques du secteur minier (EESS), l'Audit environnemental et social de la Société Nouvelle des Phosphates du Togo (SNPT) et l'élaboration de la Plateforme de redevabilité prenant en compte les différents acteurs du secteur et la société civile ;
- l'état des lieux de l'enseignement des sciences géologiques au niveau de la faculté des sciences de l'Université de Lomé, avec une prise en compte de la vision et du plan de renforcement nécessaire ;
- la création des Comités de pilotage des différentes composantes/sous-composantes conformément à l'organigramme fonctionnel du projet.

Les activités menées ont alors porté sur l'élaboration de TDR pour les différentes études, l'actualisation du plan de passation des marchés pour les 18 premiers mois du projet et le plan d'action du projet.

Des réunions de travail, organisées le 17 mars 2016 avec l'ITIE, le 18 mars 2016 avec la Faculté des sciences et l'ANGE ont permis de présenter, une fois encore, le projet PDGM et de faire le tour de la question de la composition de la plateforme de redevabilité, de l'enquête de perception des communautés concernées par les activités minières, des études environnementale et sociale stratégiques et de l'audit environnemental et social de la SNPT. Ce fut aussi l'occasion d'avoir de la documentation et des informations pouvant aider à l'élaboration des projets de TDR et d'arrêtés portant création des comités³.

Les projets d'arrêtés ont été signés par le Ministre des Mines et de l'Energie. Les différents points focaux devant siéger dans ces comités de pilotage ont été nommés par leur institution respective.

Le projet fut officiellement lancé le 09 août 2016 suivi d'un atelier de travail regroupant les membres des différents comités de pilotage et du comité de coordination stratégique.

Les activités conduites jusqu'à la fin de l'année 2016, en termes de réalisations physiques, se résument comme suit :

³ Il s'agit du :

- **Comité de Pilotage Education**, qui est un organe de coordination et de supervision des activités de la sous-composante B1 du projet ;
- **Comité de Pilotage Statistique**, chargé de la coordination et de la supervision des activités de la sous-composante A3 du projet ;
- **Comité de Pilotage Environnemental et Social**, qui est un organe de coordination et de supervision des activités des sous-composantes A6 et B2.1 du projet
- **Comité de Coordination Stratégique**, organe interministériel de supervision et d'orientation.

Tableau 1 : Etat récapitulatif des réalisations physiques à la fin décembre 2016

Composante du Projet	Nombre d'activités prévues	Activités lancées	TDR finalisés	Sélection en cours	Contrat signé	Activités achevées	Taux d'exécution physique
Composante A	9	9	7	3	0	3	33%
Composante B	5	5	4	4	0	0	0%
Composante C	14	14	N/A	N/A	N/A	11	79%
Ensemble	28	28	11	7	0	14	50%

NB : Activité lancée = Activité démarrée ou entamée par la préparation des TDR, qui sont ensuite finalisées, conduisant à la sélection et la signature du contrat. Après la signature du contrat, l'exécution proprement dite de l'activité démarre qui est appelée mise en œuvre.

Le taux d'exécution physique correspond au rapport entre le nombre d'activités dont l'exécution/mise en œuvre est achevée et le nombre d'activités prévues de la période.

Cette situation se traduit par un taux de consommations des ressources affectées au projet de 72,5% par rapport aux prévisions du plan de travail de l'année 2016, mais seulement de 23,0% par rapport aux prévisions du PAD qui étaient de 2.050.000 \$US et 3,2% par rapport au total des ressources.

Tableau 2 : Niveau de consommation des ressources du projet au 31 décembre 2016.

Composantes	Dotations 2016			Dotations PAD		
	Prévisions	Consommées	%	Prévisions	Consommées	%
Composante A	69 939 664	69 545 482	99,4%	4 901 000 000	69 545 482	1,4%
Composante B	15 000 000		0,0%	2 494 000 000		0,0%
Composante C	291 497 861	203 496 980	69,8%	1 305 000 000	203 496 980	18,5%
Ensemble	376 437 525	273 042 462	72,5%	8 700 000 000	273 042 462	3,2%

II.2 - COMPOSANTE A : GOUVERNANCE, TRANSPARENCE, SURVEILLANCE ET EFFICIENCE DU SECTEUR MINIER

L'objectif visé pour la composante est l'amélioration de la gestion et le suivi des activités de développement du secteur minier au Togo, depuis l'octroi des permis d'exploration en passant par la supervision des activités minières, jusqu'à la fermeture des sites miniers.

En termes de réalisations, un total de neuf (09) activités ont été conduites sous la composante et se répartissent comme suit :

Tableau 3 : Etat récapitulatif de mise en œuvre physique de la composante A

Sous Composantes	Nombre d'activités prévues	Activités lancées	TDR finalisés	Sélection en cours	Contrat signé/	Activités achevées	Taux d'exécution physique
A1	4	4	4	1	0	1	25%
A2	2	2	0	0	0	2	100%
A3	1	1	1	0	0	0	0%
A4	0	0	0	0	0	0	0%
A5	1	1	1	1	0	0	0%
A6	1	1	1	1	0	0	0%
Ensemble	9	9	7	3	0	3	33%

II.2.1 - Sous-Composante A.1 : CADASTRE MINIER ET BASE DE DONNEES GEOLOGIQUES NATIONALES

Objectif : Renforcement des services de gestion des données, par la mise en place :

- d'un système cadastral informatisé moderne et d'une structure d'appui administratif au sein du Ministère des Mines et de l'Energie (MME) pour assurer une gestion efficace et transparente des droits de prospection et d'exploitation du sous-sol, et
- d'un système national de stockage, de gestion et d'évaluation des données géologiques numériques pour assurer la communication de ces données au public.

Un point focal est désigné pour le suivi des activités de la sous-composante pour le compte de la Direction Générale des Mines et de la Géologie (Confère la Note de service n°0172/DGMG/2016 du 05 juillet 2016).

Les quatre (04) activités menées au niveau de la sous-composante se résument comme suit :

Tableau 4 : Point des réalisations de la sous-composante A1

Activités de la sous composante A1	Structur es impliqu ées	Etat de mise en œuvre	Résultats obtenus/ livrables	Début de mise en œuvre	Fin de mise en œuvre	Principales difficultés
1 Etude et suivi des travaux de réhabilitation des bâtiments de l'UEP, des salles de réunion, du cadastre minier et du SIG.	DGMG	La phase 1 : étude technique est achevée. La phase 2 : contrôle des travaux est en cours (80% réalisés)	Rapports d'étude disponible	Exécution non démarrée	Exécution non démarrée	L'évaluation des besoins lors de la phase 1 n'a été exhaustive, ce qui implique un avenant pour des travaux complémentaires.
2 Travaux de réhabilitation des bâtiments devant abriter le Système d'information Géographique et le Cadastre Minier	DGMG	Contrat est signé et notifié le 08 septembre 2016. Travaux conformes aux dispositions contractuelles	Travaux en phase d'achèvement	Démarrage des travaux le 08 septembre 2016		
3 Etat des lieux et études pré cadastrales et suivi pour la fourniture et l'installation du système de gestion du cadastre minier et du SIG	DGMG	Le processus de sélection du consultant est en instance de signature du contrat (En attente de l'avis de la DNCMP).	Clauses du contrat négociées avec le consultant	Exécution non démarrée	Exécution non démarrée	
4 Acquisition de véhicules pour le cadastre -SIG (2 pickup double cabine 4X4)	DGMG	Le contrat a été exécuté.	Véhicules livrés et réceptionnés	30 novembre 2016	30 novembre 2016	

II.2.2 - Sous-Composante A.2 – SERVICES DE CONSEILS POUR L'ÉVALUATION DES TRANSACTIONS CONCERNANT LES PROPOSITIONS DE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR MINIER

Objectif : Renforcement des capacités techniques des ressources humaines par :

- la fourniture de conseils techniques, juridiques, économiques et financiers aux représentants de l'Etat et ces partenaires investisseurs, y compris à travers l'examen d'études de faisabilité, de plans de production, pour la mise en place de plans de développement de l'activité minière et des infrastructures connexes, et la rédaction de contrats de développement d'infrastructures minières ;

b) le renforcement des compétences minières des hauts fonctionnaires concernés.

Actions menées : Les actions attendues, surtout en matière Assistance/Conseils techniques, juridiques, économiques et financiers sont tributaires des résultats des études diagnostiques de l'état des lieux en instance d'être conduite. Elles pourront être mieux cernées d'ici le second semestre de l'année 2017. Deux (02) activités ont été menées dans la sous-composante, à savoir:

Tableau 5 : Point des réalisations de la sous-composante A2

	Activités de la sous composante A2	Structures impliquées	Etat de mise en œuvre	Résultats obtenus/ livrables	Début de mise en œuvre	Fin de mise en œuvre	Principales difficultés
1	Participation des cadres du ministère des mines aux conférences régionales et internationales	MME DGMG	Participation de deux cadres du ministère à la conférence INDABA sur l'investissement minier en Afrique	Conférence tenue du à Cape Town en Afrique du Sud	7 février 2016	12 février 2016	
2	Participation des cadres du ministère des mines au Salon International des Mines (SIM) qui se tiendra du 08 au 10 novembre 2016 à Dakar	MME DGMG	Participation deux cadres du ministère au Salon international des Mines	Expositions du Togo faites au Salon International des Mines à Dakar	8 au 10 novembre 2016	10 novembre 2016	

II.2.3 - Sous-composante A.3 – SUIVI ET CONTROLE DE LA PRODUCTION MINIERE

Objectif : Amélioration des mécanismes de suivi des données sur la production et d'inspection des déclarations fiscales des entreprises publiques et des opérateurs privés dans le pays.

Un comité dénommé « Comité de Pilotage statistiques (CPS) » a été institué par Arrêté ministériel n° 24/MME/CAB/DGMG du 15 Avril 2016⁴.

Actions menées : Les activités menées, sous la coordination technique du CPS, ont surtout constitué à l'élaboration des termes de référence pour une étude diagnostique de la situation des statistiques minières et de la fiscalité en la matière. L'analyse de la situation au niveau des différents acteurs du projet a permis de cibler un certain nombre de thématiques spécifiques pour le renforcement des capacités des agents selon le domaine de compétences. Les termes de référence sont en instance de finalisation pour le

⁴ Les objectifs des comités de pilotage mis en place dans le cadre de la mise en œuvre du PDGM sont :

- Réunir les parties prenantes pertinentes pour définir les besoins en appui technique et préparer une feuille de route des activités prévues.
- Valider les Termes de Références des services de conseil.
- Suivre le processus de recrutement des consultants.
- Mettre à la disposition des consultants les personnes ressources nécessaires pour mener à bien leur mission.
- Faciliter l'accès à la documentation aux consultants pour la réalisation efficace et efficiente de leur mission.
- Contribuer à la préparation et au déroulement des séances de travail et des ateliers/conférences associés aux activités.
- Etudier et Valider les rapports et les livrables associés aux activités.

recrutement des consultants pour la conduite de l'étude diagnostique et des actions de formation.

Tableau 6 : Point des réalisations de la sous-composante A3

	Activités de la sous composante A3	Structures impliquées	Etat de mise en œuvre	Résultats obtenus/ livrables	Début de mise	Fin de mise en œuvre	Principales difficultés
1	Modélisation du régime fiscal et formation dans le secteur minier au Togo	CPS DGMG OTR	TDR d'élaborés par le CPS	TDR finalisés et validés par la Banque	Exécution non démarrée	Exécution non démarrée	

II.2.4 - Sous-composante A.4 – DEVELOPPEMENT ORGANISATIONNEL ET RESTRUCTURATION DU MINISTRE DES MINES ET DE L'ÉNERGIE

Objectif : Mise en œuvre d'un programme d'activités visant à faciliter la modernisation de la configuration organisationnelle du MME au moyen du renforcement des capacités des services du MME et de la fourniture d'assistance technique à ces entités.

Actions menées : Les actions envisagées dans la sous-composante concernent la réalisation d'une étude sur la vision stratégique du secteur minier qui prenne en compte les résultats de l'audit organisationnel du ministère, audit déjà réalisé avec l'appui de la Banque Africaine de Développement (BAD). Elles concernent la restructuration du ministère et le renforcement des capacités techniques de ses structures. Les termes de référence pour les études sur la vision stratégique sont attendus pour début 2017.

Tableau 7 : Point des réalisations de la sous-composante A4

	Activités de la sus composante A4	Structures impliquées	Etat de mise en œuvre	Résultats obtenus/ livrables	Début de mise en œuvre	Fin de mise en œuvre	Principales difficultés
1	RAS	RAS	RAS	RAS	RAS	RAS	RAS

II.2.5 - Sous-composante A.5 – RENFORCEMENT DES STRUCTURES DE GOUVERNANCE DES ENTREPRISES PUBLIQUES DANS LE SECTEUR MINIER

Objectif : Assister les structures de gouvernance institutionnelle des entités publiques du secteur minier, y compris la SNPT, grâce au renforcement des capacités et à l'assistance technique dans la conduite d'un examen stratégique de leurs structures internes au plan technique, de la gestion financière et des déclarations financières, de la passation des marchés et des décisions d'investissements et des structures de gouvernance globale.

Tableau 8 : Point des réalisations de la sous-composante A5

	Activités de la sus composante A5	Structures impliquées	Etat de mise en œuvre	Résultats obtenus/ livrables	Début de mise en œuvre	Fin de mise en œuvre	Principales difficultés
1	Audit environnemental et social des opérations de la SNPT	CPES SNPT MME	Le processus de recrutement du	Prorogation du délai initial de dépôt des	Exécution non démarrée	Exécution non démarrée	Le retard dans l'obtention de l'ANO sur

	DGMG ANGE	consultant est en cours.	offres au 13 février 2017.			les manifestations d'intérêt. Désistement de certains candidats Demande de prolongation du délai pour une meilleure préparation des offres
--	-----------	--------------------------	----------------------------	--	--	--

Les actions à mener sont toutes tributaires des différentes études diagnostiques sur le secteur (vision stratégique du secteur minier) dont les conclusions doivent permettre de préciser les contours et l'ampleur d'un plan d'actions (Assistance technique, Renforcement des capacités) susceptibles de relever le défi de la bonne gouvernance des entreprises du secteur.

II.2.6 - Sous-Composante A.6 – Gestion de l'Exploitation Minière Artisanale et à Petite Echelle

Objectif : Réalisation d'une évaluation détaillée du secteur de l'exploitation minière artisanale et à petite échelle (EMAPE) sur tout le territoire, notamment la préparation d'un plan d'action visant à définir :

- la réglementation à adopter pour permettre un suivi efficace des activités d'EMAPE grâce à la formalisation de ce type d'activités ;
- un programme d'assistance technique pour promouvoir la gestion environnementale et résoudre les problèmes de santé et de sécurité dans les zones d'EMAPE ;
- une création de la valeur ajoutée grâce au commerce équitable et aux activités de transformation ; et
- une évaluation de la condition des femmes engagées dans des activités d'EMAPE.

Un point focal est désigné pour le suivi des activités de la sous-composante pour le compte de la Direction Générale des Mines et de la Géologie (Confère la Note de service n° 0172/DGMG/2016 du 05 juillet 2016) tout comme l'institution du Comité de Pilotage Environnemental et Social (CPES) pour la coordination technique des activités.

Tableau 9 : Point des réalisations de la sous-composante A6

#	Activités de la sous composante A6	Structures impliquées	Etat de mise en œuvre	Résultats obtenus/ livrables	Début de mise en œuvre	Fin de mise en œuvre	Principales difficultés
1	Audit détaillé de l'exploitation minière artisanale et à petite échelle (EMAPE) au Togo ⁵	CPES DGMG	Le processus de sélection du consultant est en cours.	Négociations des clauses du contrat ont été conduites le 22/12/2016	Exécution non démarrée	Exécution non démarrée	Non aboutissement du processus de négociation avec candidat venant en 1 ^{ère}

⁵ L'étude diagnostique devrait fournir les informations suivantes : (i) développer une cartographie de la prévalence d'EMAPE et identification des « hot-spots » où se situe une risque élevée d'instabilité sociale ou écologique, (ii) définir la pratique de l'EMAPE et sa chaîne de valeur au Togo aujourd'hui et ; (iii) résumer le cadre institutionnel et légal pour l'EMAPE. Le plan d'action devraient décliner les points suivants : (i) des initiatives réglementaires visant à faciliter un suivi efficace des activités de l'EMAPE par leur intégration à l'économie formelle (titres miniers, coopératives) ; (ii) définition de l'assistance technique nécessaire pour améliorer la gestion de l'environnement et les problèmes de santé et de sécurité dans les zones d'EMAPE ; (iii) une amélioration de la création de valeur du commerce équitable jusqu'au traitement ; et (iv) une évaluation de la situation des femmes sur les sites d'EMAPE et (v) enfin un renforcement des capacités des artisans miniers et de l'administration des mines.

							position et reprise du processus avec le 2 ^{ème} . Retard dans l'obtention de l'ANO. Les propositions techniques et financière du consultant ont été jugée insuffisantes pour réaliser la mission
--	--	--	--	--	--	--	--

II.3 - COMPOSANTE B – ACTIVITES MINIERES ET DEVELOPPEMENT ENVIRONNEMENTAL, SOCIAL ET ECONOMIQUE

L'objectif de la composante est de soutenir les activités du secteur minier de manière à contribuer à un développement socioéconomique durable. Les lignes d'actions concernées (sous-composantes) ont enregistré des mises en œuvre qui se résument comme suit :

Tableau 10 : Etat récapitulatif de mise en œuvre physique de la composante B

Sous Composantes	Nombre d'activités prévues	Activités lancées	TDR finalisés	Sélection en cours	Contrat signé/	Activités achevées	Taux d'exécution physique
B1	2	2	1	1	0	0	0%
B2	3	3	3	3	0	0	0%
B3	0	0	0	0	0	0	0%
Ensemble	5	5	4	4	0	0	0%

II.3.1 – SOUS COMPOSANTE B.1– APPUI AU SECTEUR DE L'EDUCATION ET ACCES PUBLIC AUX INFORMATIONS RELATIVES AU DEVELOPPEMENT DU SECTEUR MINIER

Objectif : La sous-composante vise un double objectif, à savoir :

- i) favoriser la promotion de la nouvelle génération de spécialistes du secteur minier par la mise en œuvre d'un programme d'activités à l'appui du secteur de l'enseignement supérieur ; et
- ii) faciliter l'accès du public à l'information sur l'exploitation minière, notamment grâce à l'amélioration du programme de formation à l'Université de Lomé.

Tableau 11 : Point des réalisations de la sous-composante B1

	Activités de la sous composante B1	Structures impliquées	Etat de mise en œuvre	Résultats obtenus/ livrables	Date de mise en œuvre	Fin de mise en œuvre	Principales difficultés
1	Elaboration du plan d'action pour l'appui au secteur de l'éducation au niveau de la faculté des sciences (développement des curriculums)	CPE FDS	Le processus de sélection du consultant est en cours	Contrat en cours de négociation	Exécution non démarrée	Exécution non démarrée	
2	Conception et Implantation d'un dispositif d'accès à l'information du secteur minier (Appui à la FDS)	FDS DGMG	TDR élaborés par le CPE	TDR transmis à la Banque	Exécution non démarrée	Exécution non démarrée	

II.3.2 – SOUS COMPOSANTE B.2 – GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE DES OPERATIONS DU SECTEUR MINIER ET SOUTIEN AUX PLATEFORMES DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

Objectif : Il est question de la réalisation d'une évaluation environnementale et sociale stratégique (EESS) et établissement d'un cadre complet de gestion environnementale et sociale du secteur minier par :

- l'application des principales recommandations de l'EESS ;
- la mise à jour de la réglementation sectorielle concernée ;
- le renforcement des capacités du MME ainsi que d'autres ministères et organismes compétents du Bénéficiaire, comme indiqué dans l'EESS, dans le domaine de la gestion environnementale et sociale des activités minières ;
- la mise en œuvre d'activités visant à promouvoir les plateformes locales de responsabilisation et de développement communautaire.

Tableau 12 : Point des réalisations de la sous-composante B2

	Activités de la sous composante B2	Structures impliquées	Etat de mise en œuvre	Résultats obtenus/ livrables	Début de mise en œuvre	Fin de mise en œuvre	Principales difficultés
1	Elaboration du plan d'action et identification des différentes parties prenantes et l'accompagnement des hauts comités stratégiques et des plateformes communautaires	CPES DGMG	Le processus de sélection du consultant est en cours. Les propositions techniques et financières sont attendues pour le 30 janvier 2017	Le lancement de l'étude est envisagé pour la deuxième quinzaine du mois de février	Exécution non démarrée	Exécution non démarrée	Délais long dans l'obtention des ANO
2	Enquête de perception des acteurs locaux sur l'amélioration des impacts environnementaux	CPES DGMG	Le processus de sélection du consultant est en cours. Les propositions techniques et financières sont attendues pour le 30 janvier 2017	Le lancement de l'étude est envisagé pour la deuxième quinzaine du mois de février	Exécution non démarrée	Exécution non démarrée	Délais long dans l'obtention des ANO
3	Evaluation environnementale et sociale stratégique (EESS)	CPES DGMG	Le processus de recrutement du consultant est en cours.	Prorogation du délai initial de dépôt des offres au 13 février 2017.	Exécution non démarrée	Exécution non démarrée	Le retard dans l'obtention des avis risque d'allonger cette durée. Insuffisance du nombre d'offres minimale requis

II.3.3 – SOUS COMPOSANTE B.3 – RETOMBÉES ECONOMIQUES EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES DU SECTEUR MINIER

Objectif : Soutenir la diversification économique et à la création d'emplois dérivés des activités minières par :

- la réalisation d'études pour améliorer la passation de marchés locaux par l'industrie minière et définir les coûts et besoins en infrastructure connexes, et
- la fourniture d'assistance technique aux citoyens togolais dans l'aide à la création de petites et moyennes entreprises ainsi que des partenariats public-privé en vue d'augmenter la création de valeur découlant de l'exploitation minière.

Actions menées : Les actions à réaliser sont dépendantes des résultats des études sur la vision stratégique du secteur (Sous-composante A4) et d'évaluation détaillée des activités dans les exploitations minières à petite échelle (Sous-composante A6) afin de déterminer le type d'assistance et de renforcement de capacités à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs visés.

Tableau 13 : Point des réalisations de la sous-composante B3

	Activités de la sous composante B3	Structures impliquées	Etat de mise en œuvre	Résultats obtenus/livrables	Début de mise en œuvre	Fin de mise en œuvre	Principales difficultés
1	RAS	RAS	RAS	RAS	RAS	RAS	RAS

II.4 - COMPOSANTE C – GESTION ET COORDINATION DU PROJET

La mise en œuvre de la composante se décline en des activités de Coordination, de gestion et du suivi du Projet y compris la réalisation d'audits financiers, d'évaluations périodiques et le financement des Charges d'Exploitation. Elle concerne aussi et surtout l'appui au Comité de Coordination Stratégique (CCS) interministériel en charge de la définition des orientations stratégiques globales et la coordination des activités entre les différents ministères.

Durant la période visée, l'opérationnalisation de la composante a concerné la gestion administrative, la passation des marchés et la gestion financière et le suivi/évaluation.

II.4.1 - GESTION ADMINISTRATIVE ET COORDINATION DU PROJET

La gestion administrative du projet se déroule sur fond de séances hebdomadaires de concertation des membres de l'équipe de la coordination nationale du projet qui se tiennent les mardis entre huit heures (08:00) et neuf heures et trente minutes (09:30). Elles constituent des occasions d'échange, de partage et d'information sur la mise en œuvre des activités du projet et sur d'éventuels problèmes qui minent leur bon déroulement. Les approches de solutions sont discutées de manière collégiale. Ces séances restent ouvertes à toutes personnes ressources partenaires du projet tant sur le plan national que sur le plan international.

Par ailleurs, il se tient régulièrement des échanges par visioconférences entre l'équipe sur place à Lomé et l'équipe de la Banque Mondiale à Washington sous la conduite du Chargé du Projet. Elles sont organisées pour un suivi de l'état de mise en œuvre des activités du projet et l'actualisation des feuilles de routes.

Les actions menées au niveau de la composante ont permis de rendre opérationnelle l'unité d'exécution du projet (UEP) et se résument comme suit :

Tableau 14 : Point des réalisations de la composante C

	Activités de la sous composante B2	Structures impliquées	Etat de mise en œuvre	Résultats obtenus/ livrables	Début de mise en œuvre	Fin de mise en œuvre	Principales difficultés
1	Appui à la mise en œuvre des activités du démarrage du projet	DGMG MME	Assistance technique à la coordination intermédiaire (Mission achevée)	Démarrage effectif du projet - Rapports de mission	14/03/16	11/08/16	Avenant non encore signé pour prorogation de la durée de la mission de trois (03) à cinq (05) mois.
2	Recrutement du personnel de l'UEP/PDGM	DGMG MME	La mission de recrutement a été confiée au cabinet Conseils Réunis du Togo. La mission est achevée avec satisfaction.	Les spécialistes et agents d'appui ont été recrutés	10/03/16	9/05/16	
3	Audit comptable et financier du Projet	DGMG MME	Le processus de sélection du consultant est en cours.	Rapport soumis à l'avis de la commission du contrôle	Exécution non démarrée	Exécution non démarrée	
4	Conception du site internet du Projet et du Ministère des Mines et de l'Energie	DGMG MME	Exécution de la mission en cours.	Domaine créé	23/12/16		
5	Acquisition de fournitures et équipement de bureau	DGMG MME	Contrat exécuté.	Fournitures et équipements livrés	24/08/16	8/09/16	
6	Acquisition de mobilier de bureau pour l'UEP	DGMG MME	Contrat exécuté.	Mobilier livré et réceptionné	17/08/16	16/09/16	
7	Acquisition de matériels informatiques, Photocopieuses et divers équipement pour l'UEP	DGMG MME	Contrat exécuté.	Matériels livrés et réceptionnés	29/07/16	27/09/16	
8	Acquisition de 2 véhicules pour l'UEP	DGMG MME	Contrat exécuté.	Véhicules livrés et réceptionnés	24/10/16	30/11/16	
9	Acquisition de moto pour coursier/UEP	DGMG MME	Contrat exécuté.	Moto livrée et réceptionnée	24/10/16	30/11/16	
10	Acquisition et installation de logiciel de gestion financière/UEP	DGMG MME	Contrat en cours de signature				

Sur le PPF, le projet a également pris en charge la participation du coordonnateur par intérim et du spécialiste en passation des marchés (SMP) à la formation des acteurs des projets financés par la banque Mondiale qui s'est tenue du 12 au 26 février 2016 à Abidjan en Côte d'Ivoire. Cette formation qui a été organisée par le bureau d'Abidjan concernait essentiellement les coordonnateurs, les spécialistes en gestion financière, en passation des marchés et en suivi-évaluation d'un certain nombre de projets financés par la Banque dans les pays tels que : le Benin, le Burkina-Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée Conakry et le Togo.

L'UEP a enregistré le départ de son spécialiste en Suivi-Evaluation pour des raisons personnelles. Avec l'accord de la Banque, le processus de remplacement a été enclenché et abouti au recrutement de son remplaçant qui prendra fonction le 09 janvier 2016.

Il serait souhaitable qu'une plus grande célérité soit accordée à la conduite d'un certain nombre d'activités, au niveau de l'administration elle-même (les membres des différents comités), si l'on veut pouvoir respecter les délais de réalisation et atteindre les objectifs opportunément, surtout qu'il est question de réformes qui, dans tous les cas, nécessiteront des négociations et rencontreront sans aucun doute quelques réticences.

II.4.2 - GESTION FINANCIERE DU PROJET

Les avances reçues de l'IDA sur le compte désigné et les dépenses liées aux activités du projet se présentent comme suit.

II.4.2.1 - MOBILISATION DES RESSOURCES

Depuis la phase de préparation, le projet a enregistré un total des ressources équivalant à 865.988.222 F CFA dont l'avance de démarrage de 750.000.000 F CFA, des demandes de retrait de fonds (DRF) d'un montant total de 115.988.222 F CFA au profit du compte désigné. Ces différents mouvements de mobilisation de ressources ont permis d'enregistrer un taux de décaissement de fonds de 09,95% à la fin du mois de Décembre 2016.

Une demande de retrait de fonds (DRF) en cours de traitement, pour un montant de 160.571.485 F CFA, amènera le taux de décaissement à 11,80% en fin Décembre 2016.

II.4.2.2 - DECAISSEMENTS DE RESSOURCES ENREGISTRES

Depuis la phase de préparation du projet, les dépenses engagées au niveau de l'unité de coordination, s'élèvent à 273.042.462 F CFA représentant 31,52% du total des ressources mobilisées au 21 décembre 2016, mais seulement 03,14% du montant total du crédit (8 700 000 000,00 milliards de francs CFA⁶). Plus de 73% (199.858.253 F CFA) des dépenses ont été effectuées au dernier trimestre de l'année 2016.

Tableau 15 - Suivi des dépenses au 31 Décembre 2016

Code	Libellé	Réalisations du 4ème trimestre	Réalisations cumulée	Budget	Disponible	Exécution (%)
A	GOVERNANCE, TRANSPARENCE, SUIVI ET EFFICIENCE DU SECT MIMIER	62 590 493	68 962 630	84 939 664	15 977 034	81,19
A01	CADASTRE MINIER ET BASE DE DONNEES GEOLOGIQUES NATIONALES	53 905 035	53 727 513	49 939 664	-3 787 849	107,58
A02	SERVICE CONSEIL/ EVALUAT° TRANSACT°/ PROPOSIT° DEV. SECT MIN	8 685 458	15 235 117	31 549 659	16 314 542	48,29
A03	SUIVI CONTROLE DE LA PRODUCTION MINIERE			3 450 341	3 450 341	
C	COORDINATION ET GESTION DU PROJET	137 267 760	204 079 832	291 497 861	87 418 029	70,01
C01	BIENS & TRAVAUX	88 224 525	96 024 995	125 324 680	29 299 685	76,62
C02	CONSULTANTS EXTERNES ET AUDITS	4 354 200	15 544 200	22 270 000	6 725 800	69,80
C03	CONSULTANTS INTERNES & FORMATIONS	19 406 907	32 269 852	32 272 624	2 772	99,99
C04	PERSONNEL D'APPUI	1 965 492	2 828 497	3 516 985	688 488	80,42
C05	COMITE DE PIILOTAGE ET POINTS FOCALX			46 638 165	46 638 165	00,00
C06	ATELIERS ET SUPERVISIONS		16 749 685	17 760 235	1 010 550	94,31
C07	FRAIS COMMUNICATION UEP	2 728 213	12 396 717	16 770 168	4 373 451	73,92
C08	ENTRETIEN BUREAUX UEP	206 150	210 150	1 000 000	789 850	21,02
C09	FONCTIONNEMENT MOYENS DE TRANSPORT	8 729 403	13 804 975	12 500 000	-1 304 975	110,44
C10	FONCTIONNEMENT UEP	11 652 870	14 250 761	13 445 004	-805 757	105,99
	TOTAL	199 858 253	273 042 462	376 437 525	71 440 995	72,53

Sur la base de la situation ci-dessus décrite, le solde des fonds mobilisés à la fin de décembre 2016 est de 592.945.760 F CFA dont (589.147.085 sur le compte désigné, 3.517.155 F CFA sur le compte d'intérêt et 281.450 F CFA en caisse).

⁶ Les 15 millions de dollar US convertis au taux de 585 F CFA

II.4.2.3 - MISE A JOUR DU PLAN DE DECAISEMENT

La planification des décaissements par composante (Cf. Tableaux 2) est fondée sur la revue du plan d'action au niveau des composantes et sous-composantes du projet, avec un accent sur la mobilisation de ressources consultantes pour la conduite d'études et d'actions de renforcement de capacité.

Les dépenses prévisionnelles pour les deux trimestres à venir sont estimées à 792.296.531 F CFA et se répartissent comme suit (Cf. Tableau 2) :

- 438.471.675 F CFA pour le 1^{er} trimestre 2017, et
- 353.824.856 F CFA pour le 2^{ème} trimestre 2017.

Il faut toutefois noter que la faiblesse de consommation des prévisions tient surtout du fait que le projet est dans sa phase de démarrage avec des activités plus centrées sur les études diagnostiques et la mise en place de l'Unité d'Exécution du Projet (UEP). Les conclusions/recommandations des études permettront d'entrer dans une phase des réalisations concrètes avec la mise en place du cadastre minier, les travaux de réhabilitation au niveau de la faculté des sciences,

Tableau 16 -Etat prévisionnel de dépenses pour Janvier – Juin 2017 par composante et sous composante

Rubriques d'activité	Dépenses prévisionnelles		
	BUDGET 2017	Trimestre 1	Trimestre 2
Composantes et sous-composantes			
1. Composantes A - Gouvernance, transparence, suivi et efficacité du secteur minier	791 890 000	123 272 000	111 172 000
A.1- Cadastre minier et base de données géologiques nationales	344 590 000	60 522 000	1 022 000
A.2- Services de conseil pour l'évaluation des transactions concernant les propositions de développement du secteur	35 000 000	6 250 000	11 250 000
A.3- Suivi et contrôle de la production minière	201 300 000	-	44 900 000
A.4- Développement et restructuration du MME	116 000 000	20 000 000	7 500 000
A.5- Renforcement des structures de gouvernance des entreprises publiques dans le secteur minier	-	-	-
A.6- Gestion de l'exploitation minière artisanale et à petite échelle	95 000 000	36 500 000	46 500 000
2 - Composantes B) - Développement environnemental, social et économique durable découlant des activités du secteur minier	459 700 000	187 250 000	181 250 000
B.1 - Appui au secteur de l'éducation et accès public aux informations relatives au développement du secteur minier	91 700 000	15 250 000	18 250 000
B.2 - Gestion environnementale et sociale du secteur minier et Soutien aux plateformes de développement communautaire	368 000 000	172 000 000	163 000 000
B.3 - Soutien à la diversification économique et à la création d'emplois dérivés des activités minières	30 000 000	-	-
3 - Composantes C - Coordination et Gestion du Projet	288 858 242	127 949 675	61 402 856
C.1- Gestion & Fonctionnement du Projet	273 418 242	124 089 675	57 542 856
C.2- Appui au Comité de Coordination Stratégique (CCS)	15 440 000	3 860 000	3 860 000
TOTAL DEPENSES PREVUES	1 540 448 242	438 471 675	353 824 856

II.4.3 - PASSATION DES MARCHES

La mise en œuvre du plan de passation des marchés, depuis le démarrage des activités du projet, se caractérise essentiellement par la conclusion d'un certain nombre d'actions de réhabilitation des locaux, d'acquisition de mobiliers de bureau, d'équipements

Rapport d'Avancement du Projet (RAP) – Mars - Décembre 2016

Projet de Développement et de Gouvernance Minière (PDGM)

6 Avenue Sarakawa – DGMG ; BP 356, Tél. +228 22 52 48 16 - Email : pdgm.mme@gmail.com - Lomé/Togo

informatiques, de matériels roulants (véhicules et moto), de fournitures de bureau et de recrutement de consultants et personnel de la coordination du projet.

Ces actions se traduisent par un engagement total de 273.042.462 F CFA.

Tableau 17 - Bilan des marchés de travaux et fournitures

Intitulés	Coût prévisionnel (F CFA)	Montant payé	Procédure	Date de signature	Délai d'exécution	Activités menées	Etat d'avancement (résultat)
Travaux de réhabilitation de bâtiments pour abriter le cadastre minier, le SIG, l'UEP et du MME	40 000 000	27 706 210	Appel d'offre national	6/09/2016	3 mois	Contrat signé le 6/09/16 et en cours d'exécution. Les travaux sont pratiquement terminés, il y a nécessité de signer un avenant pour les travaux supplémentaires. Le délai d'exécution a été prorogé au 31 janvier 2017 pour prendre en compte ces travaux supplémentaires.	Travaux en cours d'exécution
Fourniture de matériels roulants pour le cadastre, le SIG et l'UEP (un Wagon 4X4 et trois pickups double cabine 4X4)	120 000 000	119 115 200	Appel d'offre national	24/10/2016	2 mois	Le contrat a été signé le 24/10/16. Les véhicules ont été réceptionnés le 30/11/16.	Contrat exécuté, véhicules réceptionnés
Fourniture et installation de logiciel de gestion financière	14 000 000	9 288 351	Consultation des fournisseurs	25/01/17	1 mois	L'avis de non objection sur l'attribution du marché a été donné le 19/12/16. Il est attendu l'avis de la commission de contrôle sur le projet de contrat. Le contrat sera signé au cours du mois de janvier 2017.	ANO CCMP sur le rapport d'évaluation
Acquisition de moto au profit de l'UEP du PDGM	2 000 000	1 800 000	Entente directe	7/11/16	15 jours	Procédure de passation de marché exécutée	La moto a été réceptionnée le 30/11/16
Fourniture de matériels informatiques et bureautique pour UEP	23.000.000	21 242 690	Appel d'offre national	29/07/16	2 mois	Procédure de passation de marché exécutée	Fournitures livrées et réceptionnées
Fourniture de mobilier de bureau pour UEP	10.000.000	6 176 710	Consultation des fournisseurs	17/08/16	1 mois	Procédure de passation de marché exécutée	Fournitures livrées
Acquisition de fourniture de bureau UEP	13.000.000	2 545 290	Consultation des fournisseurs	24/08/16	15 jours	Procédure de passation de marché exécutée	Fournitures livrées et réceptionnées
Ensemble	222.000.000						

Rapport d'Avancement du Projet (RAP) – Mars - Décembre 2016

Projet de Développement et de Gouvernance Minière (PDGM)

6 Avenue Sarakawa – DGMG ; BP 356, Tél. +228 22 52 48 16 - Email : pdgm.mme@gmail.com - Lomé/Togo

Tableau 18 - Bilan des marchés de consultants

Intitulés	Coût prévisionnel ou réalisé	Montant payé	Procédure	Date de signature	Délai d'exécution	Activités menées	Etat d'avancement (résultat)
Recrutement d'un consultant individuel en vue de la Création et entretien du site web du projet et mise à jour du site du ministère	26 100 000	4 354 200	Consultant individuel	22/12/16	60 jours	Contrat signé le 22/12/16. Les prestations sont en cours de réalisation.	Marché en cours d'exécution
Consultant individuel pour l'état des lieux de l'exploitation minière artisanale (hommes et femmes) et petites mines Etat des lieux et les études pré cadastrales et le suivi pour la fourniture et l'installation du système de gestion du cadastre minier et du SIG	55 000 000	0	Consultant individuel		6 mois	Le projet de contrat a été soumis à la DNCMP pour avis	Négociation du contrat (22/12/16)
	85 000 000	0	Consultant individuel		20 mois	Le projet de contrat a été soumis à la DNCMP pour avis	Négociation du contrat (8/12/16)
Audit environnemental et social des opérations de la SNPT et Evaluation environnementale et sociale du secteur minier	300 000 000	0	Sélection Fondée sur Qualité Coût		12 mois	Les propositions techniques et financières sont attendues pour le 30 janvier 2017.	Liste restreinte constituée et DP validée par la DNCMP et l'IDA
Elaboration du plan d'action et identification des différentes parties prenantes et l'accompagnement des hauts comités stratégiques et des plateformes communautaires	50 000 060	0	Consultant individuel		12 mois	Le projet de contrat a été soumis à la DNCMP pour avis	Négociation du contrat (22/12/16)
Elaboration du plan d'action pour l'appui au secteur de l'éducation au niveau de la faculté des sciences Audit comptable et financier du projet (PPF + les deux premières années)	30 000 000	0	Consultant individuel		4 mois	Le consultant devrait envoyer le 16 janvier 2017 une proposition financière corrigée suite aux observations formulées par le comité de négociation. L'avis de la commission de contrôle est attendu le 18 janvier 2017 sur le rapport des propositions techniques.	Négociation du contrat (10/01/17)
	15 000 000	0	Sélection au moindre		24 mois		Soumission du rapport d'Evaluation des Propositions techniques à la CCMP
Sélection d'un consultant pour l'appui à la mise en œuvre des activités de démarrage du projet	7.500.000	7 240 000	Consultant individuel	14/03/16	3 mois +2 mois	Assistance technique à la coordination du projet	Contrat exécuté
Etudes et suivi des travaux de réhabilitation des bâtiments devant abriter le cadastre minier, le SIG et l'UEP	5.000.000	4 410 000	Qualification du consultant	10/03/16	8 mois	Processus de sélection	Contrat en cours d'exécution
Consultant pour l'assistance au recrutement du personnel de l'UEP	4.000.000	3 950 000	Sélection Fondée sur Qualité Coût	10/03/16	2 mois	Processus de sélection	Contrat exécuté
Recrutement Spécialiste de passation des marchés	13.200.000	8 619 457	Consultant individuel	16/03/16	12 mois	Processus de sélection	Contrat en cours d'exécution
Recrutement du SGF, SSE, Coordonnateur	50.160.000	32 427 459	Consultant individuel	10/08/16	12 mois	Processus de sélection	Contrats en cours d'exécution

II.4.4 - SUPERVISION ET SUIVI EVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET

II.4.4.1 - Supervision des activités du projet par la Banque mondiale

Conformément aux dispositions du document de projet et manuel d'exécution du projet, la Banque mondiale a effectué au cours de la période deux missions de supervision conduites par le Chef de l'équipe du projet de Washington.

La première mission d'appui à la mise en œuvre du Projet de Développement et de Gouvernance Minière (PDGM) a séjourné à Lomé du 1^{er} au 11 août 2016 et la deuxième mission a eu lieu du 08 au 16 Décembre 2016. Ces missions ont pour objectifs de suivre la mise en œuvre des activités du projet et de donner des conseils, appuis techniques et orientations pour une gestion efficace et efficiente du projet.

Au terme de ces missions, plusieurs recommandations ont été formulées pour permettre un bon démarrage du Projet. Le tableau qui suit présente l'état de mise en œuvre de ces recommandations.

Tableau 19 - Suivi des recommandations de la mission de supervision de l'IDA

N°	RECOMMANDATIONS	DEADLINE	RESPONSABILITE	ETAT DE MISE EN ŒUVRE
RECOMMANDATIONS DE LA 1ERE MISSION				
01	Compte tenu de l'importance de l'aspect gouvernance du secteur minier dans le PDGM, un soutien à l'ITIE est envisagé. Une requête de financement a été soumise à un nouveau fond fiduciaire multi-bailleurs de la Banque mondiale		ITIE	Un don a été accordé pour le soutien à l'exécution de l'ITIE au Togo pour soutenir la diffusion de l'information sur les industries extractives. Une vidéo-conférence sera organisée avec l'équipe de l'ITIE pour valider les activités et les étapes à franchir avant l'accès au financement.
02	Evaluations des propositions pour le travail de l'EESS, audit environnemental de la SNPT, site web du projet	Mi- Octobre 2016	UEP, Commission des marchés, points focaux	Les différentes propositions ont été évaluées et les procédures de sélection des consultants sont en cours.
03	Mise à jour du plan de passation des marchés	Mi- Octobre 2016	UEP, comités de pilotage	Le PPM a été mis à jour et transmis à l'IDA le 29 septembre 2016
04	Développement du plan de formations du projet jusqu'à Décembre 2017	Fin Octobre 2016	Philippe	Le plan de formation finalisé a été transmis à l'IDA le 15 novembre 2016
05	Adoption des plans de travail des comités de pilotage	Fin Octobre 2016	UEP et MME, comités de pilotage	Les comités de pilotage ont soumis le plan annuel de travail. Le plan de travail trimestriel n'est pas disponible.
06	Développer la matrice des indicateurs des comités de pilotage	Fin Octobre 2016	UEP, comités de pilotage	Une évaluation des indicateurs proposés est en cours
07	Finalisation du manuel des procédures de l'UEP	Fin Octobre 2016	UEP	L'IDA a transmis ses commentaires le 16 nov. 2016. Ces commentaires doivent être pris en compte par l'UEP

08	Adoption du plan de travail annuel budgétisé	Fin Octobre 2016	UEP	Le plan de travail annuel a reçu la non objection provisoire de l'IDA le 18 nov. 2016 et devra être adopté par le CCS en décembre 2016.
RECOMMANDATIONS DE LA 2EME MISSION				
01	Harmonisation des feuilles de route des comités de pilotage est prévue avant la fin du mois de janvier.	FIN JANVIER 2017	UEP	Travail sur la feuille de route du CPES est en cours pour l'adoption d'un format à partager
02	Séminaire de collaboration interministérielle et du partage de connaissance destinée aux comités de pilotage et au personnel du Ministère des Mines et de l'Energie est prévue avant Pâques 2017.	Avant Pâque 2017	UEP	Dispositions en cours pour la tenue de l'atelier.

II.4.4.2 - Suivi des activités des Comités de pilotage du projet

A. Comité de Coordination Stratégique (CCS)

Le Comité de Coordination Stratégique du PDGM financé, par la Banque Mondiale, a pour attributions de :

- Fournir des orientations stratégiques globales sur le projet et coordonner les différentes composantes, budgets, initiatives et réformes en lien avec le projet et la chaîne de valeur des institutions extractives ;
- Fournir des conseils de haut niveau au MME sur la mise en œuvre du projet ;
- Fournir des conseils de politique générale au MME ;
- Approuver les plans de travail et budgets pour le projet ;
- Examiner les rapports trimestriels et annuels de mise en œuvre et d'audit.

Des réunions régulières du CCS se tiennent une fois par semestre. Au cours de l'année, le CCS s'est réuni une fois pour la validation du Plan de Travail Annuel ainsi que la validation du rapport trimestriel d'activités.

B. Comités de Pilotage (CPS, CPES et CPE)

Les objectifs des comités de pilotage mis en place dans le cadre de la mise en œuvre du PDGM sont :

- Réunir les parties prenantes pertinentes pour définir les besoins en appui technique et préparer une feuille de route des activités prévues.
- Valider les Termes de Références des services de conseil.
- Suivre le processus de recrutement des consultants.
- Mettre à la disposition des consultants les personnes ressources nécessaires pour mener à bien leur mission.
- Faciliter l'accès à la documentation aux consultants pour la réalisation efficace et efficiente de leur mission.
- Contribuer à la préparation et au déroulement des séances de travail et des ateliers/conférences associés aux activités.

- Etudier et Valider les rapports et les livrables associés aux activités.

1- Comité de Pilotage Education (CPE)

Le Comité de pilotage « Education » travaillera à la mise en œuvre de la sous composante B.1 « appui au secteur de l'éducation et accès public aux informations relatives au développement du secteur minier). Il est mis en place par arrêté ministériel N°25/MME/CAB/DGMG du 15 avril 2016.

2- Comité de Pilotage Statistiques (CPS)

Le Comité de Pilotage Statistique (CPS) est mis en place dans le cadre de la mise en œuvre de la sous composante A3 « suivi et contrôle de la production minière », par arrêté ministériel N°24/MME/CAB/DGMG du 15 avril 2016.

3- Suivi des activités du Comité de Pilotage Environnemental et Social (CPES)

Le Comité de Pilotage Environnemental et Social est créé par arrêté ministériel n°23/MME/CAB/DGMG du 15 avril 2016. Ce Comité sera chargé de la mise en œuvre des sous composantes A.6 « gestion de l'exploitation minière artisanale et à petite échelle » et B.2 « Gestion environnementale et Sociale des opérations du secteur minier et soutien aux plateformes de développement communautaire ».

Le tableau suivant décrit plus en détail les activités des comités pendant la période du rapport.

Tableau 20 - Point sommaire des activités des Comités de pilotage

Comités	Réunions tenues pendant la durée couverte par le rapport	Résultats obtenus pendant la durée	Réunions à venir	Difficultés	Perspectives
Comité de Pilotage Statistiques	Octobre 2016 : réunion tenue pour étudier les conditions de mise en œuvre du PTBA		-début décembre 2016 pour finaliser les TDR - début décembre 2016 pour Analyse des propositions forum de redevabilité	<ul style="list-style-type: none"> • Non-disponibilité totale du Président du Comité (DG de la Statistique) • Absence du DG SNPT aux réunions 	<ul style="list-style-type: none"> • Création d'un mail group et WhatsApp pour faciliter les échanges. • Nécessité de remplacement du Président et du représentant de la SNPT
Comité de Pilotage Education	-Réunion de finalisation des TDR -Participation à l'évaluation dossier AMI étude plan d'action pour appui à FDS (15 nov. 2016) -Echange avec les industries extractives pour évaluer leur		mi- décembre pour analyse des propositions techniques de la mission relative au plan d'action d'appui à la FDS	Non-disponibilité du représentant du MESR qui se fait remplacer à toutes les séances	Création d'un mail group et WhatsApp pour faciliter les échanges

Rapport d'Avancement du Projet (RAP) – Mars - Décembre 2016

Projet de Développement et de Gouvernance Minière (PDGM)

6 Avenue Sarakawa – DGMG ; BP 356, Tél. +228 22 52 48 16 - Email : pdgm.mme@gmail.com - Lomé/Togo

Comités	Réunions tenues pendant la durée couverte par le rapport	Résultats obtenus pendant la durée	Réunions à venir	Difficultés	Perspectives
	besoin en formation/discussion sur les conventions de stage				
Comité de Pilotage Environnemental et Social	Analyse de la proposition technique transmise par le consultant Agbozouhé (Etude EMAPE)	Ebauche de feuille de route du CPES dont le 1 ^{er} draft a été envoyé à la Banque	30/11/2016 : analyse des propositions techniques EMAPE 06/12/16 : analyse des propositions étude cadastrale 10 janvier : élaboration de la feuille de route 13 janvier : élaboration de feuille de route 26 janvier : élaboration de feuille de route	RAS	Création d'un mail group et WhatsApp pour faciliter les échanges

II.4.4.3 - Activités de suivi-évaluation de l'UEP

Au cours de la période du rapport, l'UEP a directement conduit les activités de suivi et d'évaluation globale de la mise en œuvre du projet pouvant se résumer comme suit:

Tableau 21 - Activités du Suivi/Evaluation au niveau de l'UEP

Activités réalisées	Résultats obtenus
Réunions de l'équipe du projet pour le suivi et la programmation hebdomadaire des activités du projet	Réunions tenues les mardis de 08 :00 à 09h :30
Séances de travail (vidéoconférences) avec l'équipe de la Banque mondiale	13 séances de travail entre l'équipe de projet de Lomé et de la Banque tenues
Participation aux activités des comités de pilotage	Activités des comités de pilotage suivies Conseils techniques fournis aux comités
Assistance à l'élaboration des feuilles de route des comités de pilotage	Feuilles de route des trois comités en cours d'élaboration
Elaboration du Plan de travail budgétisé (PTAB) 2017	PTAB 2017 du projet élaboré et validé par le Comité de Coordination stratégique
Appui à l'élaboration des Termes de références des études	Termes de référence des études préalables du projet élaborés avec l'assistance de l'UEP
Participation aux sessions d'évaluation des offres techniques et financières	Appuis conseils fournis aux commissions d'évaluation des offres
Rédaction de rapport d'avancement du projet	Rapport d'avancement en cours d'élaboration
Suivi de la progression des indicateurs du projet	Cadre de résultats du projet mis à jour
Organisation et participation aux missions de supervision de la Banque	Mission trimestrielles effectuées

L'exécution des activités de suivi-évaluation mentionnées précédemment a permis de mettre jour les indicateurs du cadre de résultats du projet comme le présente le tableau suivant.

Tableau 22 : Cadre/Matrice des indicateurs du PAD/PDGM : Mise à jour de Décembre 2016

N°	Nom de l'indicateur	Unité de mesure	Fréquence de collecte	Source de données/Méthodologie	Valeur de référence	Valeurs cible 2016	Valeur réalisée 2016	Valeurs cibles cumulées (2017 à 2020)				Commentaires
								2017	2018	2019	2020	
Indicateurs relatifs à l'Objectif de développement du Projet												
1	Opérations minières soumises à des mécanismes de contrôle de la production, par an, en vertu des normes en vigueur	Nombre	Annuelle	UEP, consultants-experts, Office togolais des recettes, ministère des Finances et MME	0	2	0	5	10	15	15	Les mécanismes de contrôle de la production ne sont pas non encore définis. Aucune opération n'est donc soumise à un mécanisme de contrôle en vertu des normes en vigueur. Le Projet travaille à la mise en place des conditions pour la mise en place d'un mécanisme de contrôle en 2017. Des études sont prévues notamment l'audit de la SNPT, des voyages d'études pour le suivi de la production et des recettes minières pour le personnel de l'OTR, le Ministère des Finances et les agents du MME sont également en cours. Aussi, il est envisagé d'ici fin 2017, la création d'un comité de suivi de la production minière.
2	Modernisation du cadastre minier, développement et déploiement du SIG accessibles sur place et en ligne à des fins d'information du public	Texte	Annuelle	Rapports de projet du MME	Non	Non	Non	Non	Oui	Oui	Oui	La modernisation du cadastre minier et le déploiement du SIG ne sont pas encore réalisés. La modernisation est attendue pour fin 2018. Actuellement, les travaux de réhabilitation du bâtiment devant abriter le cadastre minier et le SIG sont en cours de préparation. Deux (2) véhicules sont également en cours d'acquisition pour le cadastre. Le recrutement du consultant pour la réalisation des études pré cadastrales est également en cours.
3 a	Nombre de bénéficiaires directs du projet	Nombre	Annuelle	Rapports de projets établis par le MME sur la base des données fournies par les organisations de bénéficiaires des projets.	0	75	3	700	1000	15000	2200	Pour le moment deux formations ont été financées par le PDGM à l'endroit du personnel MME et de l'UEP. Trois cadres du ministère ont bénéficié de ces formations.
3 b	Pourcentage de bénéficiaires directs qui sont des femmes	Nombre	Annuelle	Rapports de projets établis par le MME sur la base des	0%	25%	0%	30%	30%	30%	35%	La participation des femmes pourrait être faible du fait de la proportion de femmes cadres au sein du Ministère des Mines et Energie. Pour le moment, aucune participation féminine n'a été enregistrée.

Rapport d'Avancement du Projet (RAP) – Mars - Décembre 2016

Projet de Développement et de Gouvernance Minière (PDGM)

6 Avenue Sarakawa – DGMG ; BP 356, Tél. +228 22 52 48 16 - Email : pdgm.mme@gmail.com - Lomé/Togo

N°	Nom de l'indicateur	Unité de mesure	Fréquence de collecte	Source de données/Méthodologie	Valeur de référence	Valeurs cible 2016	Valeur réalisée 2016	Valeurs cibles cumulées (2017 à 2020)				Commentaires
								2017	2018	2019	2020	
				données fournies par les organisations de bénéficiaires des projets.								
4	Pourcentage de sociétés d'IE en conformité avec la législation environnementale (soumission d'EIES, de PAR et de CGES)	Pourcentage, soumission d'EIES, de PAR et de CGES	Annuelle	Rapports d'activités de l'ANGE/DGMG	0%	10%	0%	20%	40%	50%	70%	L'évaluation du niveau initial de l'indicateur est en cours de préparation. Une première montre que sur 35 sociétés d'industrie extractives présentes sur le territoire, 33 ont soumis une étude d'impact environnemental et social initiale suivant les dispositions de la loi de 2008. Seules WACEM et SNPT n'ont pas pu le faire et devrait présenter un audit. Une évaluation des entreprises d'exploration conforme avec la législation permettra de situer de façon précise le niveau de l'indicateur.
Indicateurs de résultats intermédiaires												
1	Préparation et l'examen public des rapports de suivi des projets sur une base annuelle	texte	Annuelle	UEP	Aucune	Rapport de revue annuel public	Aucune	Forum de redevabilité établi et fonctionnel de la cadre multipartite de l'ITIE	Forum de redevabilité établi et fonctionnel de la cadre multipartite de l'ITIE	Forum de redevabilité établi et fonctionnel de la cadre multipartite de l'ITIE	Forum de redevabilité établi et fonctionnel de la cadre multipartite de l'ITIE	Le consultant devant conduire le processus de mise en place du forum de redevabilité est recruté et la mission va bientôt commencer
2 a	Nombre de nationaux formés à des compétences de l'IE (ayant bénéficié d'un programme de formation à ces compétences)	Nombre	biannuelle	Rapports de Projet du MME et de l'UEP	0	50	0	150	300	400	500	Aucun programme de formation n'a été mis en œuvre pour le moment par le projet.
2 b	Pourcentage de ressortissants locaux formés à des compétences de l'IE qui sont des femmes (ayant bénéficié d'un programme de formation à ces compétences)	Nombre	biannuelle	Rapports de Projet du MME et de l'UEP	0%	25%	0%	30%	30%	30%	35%	Aucun programme de formation n'a été mise en œuvre pour le moment par le projet.

Rapport d'Avancement du Projet (RAP) – Mars - Décembre 2016

Projet de Développement et de Gouvernance Minière (PDGM)

6 Avenue Sarakawa – DGMG ; BP 356, Tél. +228 22 52 48 16 - Email : pdgm.mme@gmail.com - Lomé/Togo

N°	Nom de l'indicateur	Unité de mesure	Fréquence de collecte	Source de données/Méthodologie	Valeur de référence	Valeurs cible 2016	Valeur réalisée 2016	Valeurs cibles cumulées (2017 à 2020)				Commentaires
								2017	2018	2019	2020	
3	Amélioration de l'opinion des populations locales concernées sur les impacts environnementaux de l'exploitation minière (% de répondants déclarant une amélioration)	Pourcentage de croissance	Annuelle	L'UEP effectuera un sondage de perception annuel auprès des populations locales concernées	0%	15%	-	25%	50%	75%	75%	L'indicateur n'est pas encore évalué. L'étude sur l'élaboration du plan d'action et l'identification des différentes parties prenantes et l'accompagnement des hauts comités stratégiques et des plateformes communautaires prévoit d'évaluer l'opinion des populations sur les impacts environnementaux de l'exploitation minière. Cette étude sera lancée en 2017.
4	Application cohérente des recommandations tirées de l'évaluation institutionnelle en vue de soutenir la modernisation du MME	Texte	Annuelle	Rapports de suivi de Projet, rapport de conseil, CCS, et ACDP	Audit organisationnel du MME datant de 2013	Conduite d'une étude stratégique du secteur minier et mise au point d'un plan de travail	Aucune étude	Mise en œuvre sur une durée déterminée des recommandations de réformes prévues dans le plan de travail	Mise en œuvre sur une durée déterminée des recommandations de réformes prévues dans le plan de travail	Mise en œuvre sur une durée déterminée des recommandations de réformes prévues dans le plan de travail	Mise en œuvre sur une durée déterminée des recommandations de réformes prévues dans le plan de travail	Etude stratégique et élaboration de la vision du secteur minier prévue pour 2017
5	Nombre de services de conseil fournis sur les transactions	Nombre	Annuelle	MME/UEP/Rapports de S&E des projets sur la base des données collectées auprès des partenaires de négociation	0	0	0	1	2	2	2	Des voyages d'étude, séminaires, conférences et stage sont prévus en 2017 dans ce sens
6	Boîte à outils pour l'accès aux informations sur les opérations du secteur minier est rendue publique	Texte	Annuelle	MME/UEP	Non	Non	Non	Non	Non	Oui	Oui	Une étude pour la mise en place du centre d'accès à l'information publique sur le secteur minier est prévue en 2017

Rapport d'Avancement du Projet (RAP) – Mars - Décembre 2016

Projet de Développement et de Gouvernance Minière (PDGM)

6 Avenue Sarakawa – DGMG ; BP 356, Tél. +228 22 52 48 16 - Email : pdgm.mme@gmail.com - Lomé/Togo

N°	Nom de l'indicateur	Unité de mesure	Fréquence de collecte	Source de données/Méthodologie	Valeur de référence	Valeurs cible 2016	Valeur réalisée 2016	Valeurs cibles cumulées (2017 à 2020)				Commentaires
								2017	2018	2019	2020	
7	Nombre d'inspections environnementales et de sécurité des infrastructures minières conduites en vertu des nouvelles normes	Nombre	Annuelle	ANGE/UEP/MME/MERF/DE	0	0	0	1	3	5	10	Les actions à mener sont dépendantes de l'EISS et de la mise en place de réglementation
8	Nombre de miniers artisanaux déclarés légalement et formalisés	Nombre	Annuel	UEP/ministères des Mines/des Finances	0	0	-	50	75	100	150	Audit détaillé de l'exploitation minière artisanale et à petite échelle (EMAPE) au Togo prévue en 2017

III - DIFFICULTES, RECOMMANDATIONS ET LEÇONS RETENUES

Les difficultés rencontrées sont liées aux problèmes de démarrage de toute activité ou projet, à savoir la non-maîtrise des contours et des objectifs du projet de même que la nature des résultats attendus. Elles émanent souvent des personnes qui n'ont pas eu connaissance ou n'ont pas suivi le processus du montage du projet dès le début. Ces difficultés découlent également de l'habituelle réticence à toute réforme qui implique des changements de comportements et d'habitudes. C'est le cas des quelques lenteurs enregistrées dans la conduite des activités de démarrage, lenteurs au niveau des procédures administratives (ouverture du compte de contrepartie, échanges d'informations avec certains prestataires de services, notamment pour le recrutement du personnel). Ces difficultés ont été amoindries avec les séances de travail et de partages d'informations organisées avec des partenaires clés de la mise en œuvre du projet à travers des rencontres spécifiques et par l'organisation d'un atelier de travail qui a réuni les membres des comités de pilotage et de la coordination stratégique.

La non-disponibilité des certains membres des comités de pilotage risque de constituer un blocage ou une difficulté à surmonter dans la mesure où les séances de travail ne sont pas régulièrement organisées pour le suivi des activités des sous-composantes relevant de leur responsabilité. L'UEP a recommandé aux comités d'établir des programmes mensuels et trimestriels de travail en vue de l'organisation de la participation de l'UEP aux séances de travail des comités et pour un meilleur suivi.

IV - PERSPECTIVES ET OPPORTUNITES

Malgré l'intérêt manifeste des différents acteurs au projet, seule une motivation réelle centrée sur l'intérêt général et sur les objectifs de développement du secteur peut constituer l'élément moteur de réussite du projet. Dans ce cadre, l'approche (rendre responsables les partenaires dans la mise en œuvre des activités du projet - création des comités de pilotage -, ...) paraît être un bon canal pour la mise en œuvre des projets et programmes du secteur et de mobilisation des acteurs potentiels à la base.

En ce qui concerne le PDGM spécifiquement, l'organisation fonctionnelle instituée pour la gestion et la coordination du projet, la démarche de mise en place d'un forum de redevabilité, le dispositif de suivi de la mise en œuvre par des réunions hebdomadaires au niveau de l'équipe de Lomé et les séances de vidéoconférence avec l'équipe de la Banque basée à Washington sont des opportunités pour une meilleure concertation des acteurs et la conduite cohérente du projet et pour des ajustements rapides en cas de nécessité.

Les difficultés ci-dessus mentionnées ont pu être à la base de la lenteur du démarrage des activités du projet mais les contrats d'études en instance de signature, les bonnes relations de travail établies avec les partenaires de la mise en œuvre et la mobilisation des compétences de l'unité d'exécution du projet, permettront d'accélérer le rythme de mise en œuvre au cours du premier semestre de l'année 2017.

ANNEXES

ANNEXE 1 : Programmation des activités du semestre 1 (Janvier-Juin) 2017

Les prévisions des activités à mettre en œuvre correspondent à un plan d'exécution de l'année 2017 chiffré à **1 540 448 242 F CFA**.

Les activités programmées pour le prochain semestre sont essentiellement focalisées sur des études diagnostiques pour la plupart, études qui permettront la réalisation d'actions opérationnelles sur la base des recommandations, à partir de l'année 2018. Elles comportent aussi un volet « Renforcement de capacités des ressources humaines » des différentes institutions partenaires de la mise en œuvre du projet auquel seront consacrés près de 13% des ressources du budget de l'année.

La répartition budgétaire par composante correspondant respectivement de **51,4%** pour la composante A (Gouvernance, transparence, suivi et efficacité du secteur minier), **29,8%** pour la composante B (Développement environnemental, social et économique durable découlant des activités du secteur minier) et **18,8%** pour les composantes C (Coordination et gestion du Projet).

Les prévisions se résument comme suit, par composante et sous-composantes pour le semestre Janvier-Juin 2017 avec un coût total de 792 296 531 F CFA.

PLAN D'ACTION "SEMESTRE 1" BUDGETISE 2017				
Composantes Sous-Composantes Volets	Postes/Activités	Prévisions budgétaires du semestre		
		Trimestre 1	Trimestre 2	Total du semestre
A	Gouvernance, transparence, suivi et efficacité du secteur minier (8 450 000 \$US)	123 272 000	111 172 000	234 444 000
A1	Cadastre minier et base de données géologiques nationales (3 300 000 \$US)	60 522 000	1 022 000	61 544 000
A11	Système cadastral informatisé moderne et d'une structure d'appui administratif au sein du MME	60 522 000	1 022 000	61 544 000
A12	Système national de stockage, de gestion et d'évaluation des données géologiques numériques	-	-	-
A2	Services de conseil pour l'évaluation des transactions concernant les propositions de développement du secteur (1 100 000 \$US)	6 250 000	11 250 000	17 500 000
A22	Renforcement des compétences minières des hauts fonctionnaires concernés	6 250 000	11 250 000	17 500 000
A3	Suivi et contrôle de la production minière (1 100 000 \$US) - Comité de Pilotage statistique (CPS)	-	44 900 000	44 900 000
A31	Diagnostic et Modélisation du régime fiscal	-	36 900 000	36 900 000
A32	Elaboration d'un système amélioré de collecte, de contrôle et de gestion des données de la production minière et des recettes fiscales	-	-	-
A33	Evaluation et amélioration du régime fiscal minier (Analyse comparative des régimes fiscaux miniers)	-	-	-

PLAN D'ACTION "SEMESTRE 1" BUDGETISE 2017

Composantes Sous-Composantes Volets	Postes/Activités	Prévisions budgétaires du semestre		
		Trimestre 1	Trimestre 2	Total du semestre
A34	Renforcement des capacités des acteurs MME, OTR et autres du secteur	-	8 000 000	8 000 000
A4	Développement et restructuration du MME (1 250 000 \$US)	20 000 000	7 500 000	27 500 000
A41	Etude Stratégique et vision du secteur minier	-	-	-
A42	Renforcement de capacités des services du MME	20 000 000	7 500 000	27 500 000
A6	Gestion de l'exploitation minière artisanale et à petite échelle (950 000 \$US)	36 500 000	46 500 000	83 000 000
A61	Formalisation de l'exploitation minière artisanale et à petite échelle (EMAPE)	16 500 000	46 500 000	63 000 000
A64	Sensibilisation des acteurs de l'EMAPE	20 000 000	-	20 000 000
A65	Formation des acteurs	-	-	-
B	Développement environnemental, social et économique durable découlant des activités du secteur minier (4 300 000 \$US)	187 250 000	181 250 000	368 500 000
B1	Appui au secteur de l'éducation et accès public aux informations relatives au développement du secteur minier (2 000 000 \$US)	15 250 000	18 250 000	33 500 000
B11	Amélioration du programme de formation des départements de géologie et de chimie	15 000 000	18 000 000	33 000 000
B12	Accès à l'information du public sur les activités minières	250 000	250 000	500 000
B2	Gestion environnementale et sociale du secteur minier et Soutien aux plateformes de développement communautaire (1 600 000 \$US)	172 000 000	163 000 000	335 000 000
B21	Etudes Environnementale et Sociale Stratégique (EESS)	72 500 000	72 500 000	145 000 000
B22	SNPT - Audit Environnemental et Social des opérations minières	72 500 000	72 500 000	145 000 000
B23	Etude d'identification des différentes parties prenantes - CCS Plateforme	27 000 000	18 000 000	45 000 000
B24	Mise à jour de la réglementation en matière de la GES	-	-	-
B3	Soutien à la diversification économique et à la création d'emplois dérivés des activités minières (700 000 \$US)	-	-	-
B31	Réalisation d'études	-	-	-
C	Coordination et gestion du Projet (2 250 000 \$US)	127 949 675	61 402 856	189 352 531
C1	Unité d'Exécution du Projet	124 089 675	57 542 856	181 632 531
C11	Equipement et Matériels de l'UEP	51 346 819	-	51 346 819
C12	Services de consultants	29 900 000	14 200 000	44 100 000
C13	Formation/Ateliers -Voyages d'études	14 000 000	12 000 000	26 000 000
C14	Fonctionnement de l'UEP	28 842 856	31 342 856	60 185 712
C2	Comité de Coordination Stratégique (CCS)	3 860 000	3 860 000	7 720 000
C21	Sessions du haut comité stratégique de supervision	1 500 000	1 500 000	3 000 000
C22	Appui aux activités des Comités de Pilotage et Points focaux	2 360 000	2 360 000	4 720 000
TOTAL Semestre 1 - 2017 (F CFA)		438 471 675	353 824 856	792 296 531
TOTAL USD		755 985,65	610 042,85	1 366 028,50

ANNEXE 2 : Description des indicateurs de résultats du Projet

Intitulé de l'indicateur	Description (définition des indicateurs, etc.)	Fréquence	Source des données/méthodologie	Responsabilité de la collecte de données
Opérations minières soumises à des mécanismes de contrôle de la production, par an, en vertu des normes en vigueur	Cet indicateur évaluera la production minière périodique, y compris celle de la SNPT. Ces évaluations pourront être basées sur des audits menés par des experts internationaux indépendants qui seront progressivement remplacés par du personnel formé de l'Office Togolais des Recettes et Ministère des Finances, en collaboration, le cas échéant, avec le ministère des Mines.	Annuel	UEP, consultants-experts, Office togolais des recettes, ministère des Finances et MME	Consultants-experts, Office togolais des recettes, ministère des Finances
Modernisation du cadastre minier, développement et déploiement du système de base de données géologique nationale et du SIG et accessibilité des informations sur place et en ligne à des fins d'information du public	L'indicateur vise à vérifier si (i) le nouveau système de cadastre minier est conforme à la nouvelle législation et (ii) les informations sur les titres miniers sont accessibles au public.	Annuel	Site Web du MME Rapports de projet par la DGMG.	UEP
Nombre de bénéficiaires directs du projet	Nombre cumulé de bénéficiaires définis comme (i) participants aux formations et aux ateliers, (ii) étudiants de la Faculté de Géologie et des Sciences de la terre de l'Université de Lomé, (iii) membres déclarés de coopératives de l'EMAPE, (iv) membres de forums, réseaux ou autres entités créées ou soutenues par le projet. On estime que les coopératives d'EMAPE sont composées en moyenne de 10 membres. On évalue à 50 le nombre de membres qui composeront les forums et les réseaux. Part des femmes bénéficiaires indiquée en pourcentage (%)	Annuel	Rapports de projets établis par le MME sur la base des données fournies par les organisations de bénéficiaires des projets.	Rapports S&E de l'UEP
Pourcentage de femmes bénéficiaires directes du projet	Part des femmes bénéficiaires indiquée en pourcentage (%)	Trimestriel	Rapport d'activités	Rapports S&E de l'UEP
Action gouvernementale visant à garantir la conformité à la législation environnementale. Pourcentage de sociétés d'IE en conformité avec la législation environnementale durant la phase de production (soumission d'EIES, de PAR et de CGES)	Cet indicateur sera basé sur les rapports réguliers du système d'information central de la conformité environnementale envisagé, qui sera hébergé par l'Agence nationale de gestion de l'environnement (ANGE), bien que géré conjointement par l'ANGE et le service du MME responsable des inspections des mines (DDCM). La loi prescrit un audit ou évaluation environnementale initiale, suivie d'une EESS, PAR, PGES selon le cas.		ANGE	ANGE/DDCM

Rapport d'Avancement du Projet (RAP) – Mars - Décembre 2016

Projet de Développement et de Gouvernance Minière (PDGM)

6 Avenue Sarakawa – DGMG ; BP 356, Tél. +228 22 52 48 16 - Email : pdgm.mme@gmail.com - Lomé/Togo

ANNEXE 3 : Indicateurs de résultats intermédiaires

Intitulé de l'indicateur	Description (définition des indicateurs, etc.)	Fréquence	Source des données/méthodologie	Responsabilité de la collecte de données
Préparation et l'examen public des rapports de suivi des projets sur une base annuelle	"Forum sur la redevabilité" établi et fonctionnel dans le cadre du GMP ITIE ou un autre arrangement multipartite approprié: l'indicateur mesure le fonctionnement du mécanisme de consultation provisoirement nommé "Forum sur la redevabilité »	Annuel	UEP et ITIE Togo	UEP et ITIE Togo
Nombre de ressortissants nationaux formés à des compétences de l'IE (ayant bénéficié d'un programme de formation à ces compétences)	Toutes les parties prenantes participant aux programmes de formation ou aux ateliers. La participation des femmes est indiquée en pourcentage.	Biannuel (6 mois)	Rapports de projet du MME et de l'UEP	UEP
Pourcentage de ressortissants nationaux formés à des compétences de l'IE qui sont des femmes	La participation des femmes est indiquée en pourcentage.	Annuel	UEP	UEP
Amélioration de la perception des impacts environnementaux de l'exploitation minière par les populations locales concernées (pourcentage des réponses qui indiquent une amélioration)	Les améliorations perçues seront mesurées sur la base du nombre de répondants déclarant une évolution positive depuis le précédent sondage et la période de rapport.	Annuel	L'UEP effectuera un sondage de perception annuel auprès des populations locales concernées.	UEP
Application cohérente des recommandations tirées de l'évaluation institutionnelle en vue de soutenir la modernisation	L'évaluation la plus récente du MME a été réalisée par la BAD en 2013 et sera suivie d'une stratégie de secteur qui sera financée par le projet présent. Cet indicateur a pour objet de vérifier que des efforts palpables de modernisation ont bien été déployés en vue de restructurer le MME et ses agences, dans une optique d'amélioration de la gouvernance. Il évaluera l'état d'avancement de la mise en œuvre dans le cadre des plans de travail annuels des résultats des mesures de l'évaluation institutionnelle et l'application des recommandations associées.	Biannuel (6 mois)	Rapports de suivi de projet, rapport de conseil et CCS	MME et UEP
Nombre de services de conseil fournis sur les transactions	Cet indicateur vise à vérifier la qualité des compétences en négociation de transactions appliquées par le ministère des Mines et à évaluer les progrès effectués en matière de renforcement des capacités de négociation de transactions.	Biannuel (6 mois)	MME/UEP/Rapports de S&E des projets sur la base des données collectées auprès des partenaires de négociation	MME/UEP
Boîte à outils pour l'accès aux informations sur les opérations du secteur minier est rendue publique	Cet indicateur évalue la mesure sur laquelle les informations sur les opérations minières sont rendus accessibles au public.	Biannuel (6 mois)	MME/UEP	MME/UEP
Nombre l'inspections environnementales et de sécurité des infrastructures minières conduites en vertu des nouvelles normes	Cet indicateur vise à évaluer l'ampleur des améliorations apportées au suivi environnemental des inspections minières par les institutions concernées.	Biannuel	ANGE/UEP/MME/MERF/DE	ANGE/UEP/MME/MERF/DE

Rapport d'Avancement du Projet (RAP) – Mars - Décembre 2016

Projet de Développement et de Gouvernance Minière (PDGM)

6 Avenue Sarakawa – DGMG ; BP 356, Tél. +228 22 52 48 16 - Email : pdgm.mme@gmail.com - Lomé/Togo

Intitulé de l'indicateur	Description (définition des indicateurs, etc.)	Fréquence	Source des données/méthodologie	Responsabilité de la collecte de données
Nombre de mineurs artisanaux inscrits et déclarés en bonne et due forme	Nombre de mineurs artisanaux, femmes comprises, inscrits en bonne et due forme et payant des frais d'inscription au Trésor public. Le MME est chargé d'établir une base de données informatisée en vue d'assurer le suivi de la production des miniers artisanaux.	Annuel	Ministères des Mines, des Finances et l'UEP	UEP/ministères des Mines/des Finances